

PREFECTURE DE LA SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES
MINES-CARRIÈRES

Arrêté préfectoral n° 01 DAI 2M 007
Complémentaire modifiant les prescriptions
relatives à la remise en état de la carrière exploitée
par la société Routière de l'Est Parisien (REP) sur
le territoire de la commune de Saint-Germain-Laval

Le Préfet de Seine et Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement et notamment le titre 1^{er} du Livre V,

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application du code de l'environnement,

Vu le décret n° 93.742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article L214.3 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'attestation de garanties financières,

Vu l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

Vu la circulaire du Ministère de l'Environnement du 2 juillet 1996 concernant l'application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

Vu la circulaire du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières,

.../...

Vu l'arrêté préfectoral n° 75 CAR 050 du 25 septembre 1975 autorisant la Société les Argiles et Produits Céramiques Merlange (S.A.P.C. Merlange) à exploiter une carrière à ciel ouvert d'argile, sables argileux et calcaires sur le territoire de la commune de Saint-Germain-Laval

Vu l'arrêté préfectoral n° 90 DAE 2 M 008 du 30 janvier 1990 autorisant la Société Vendrand SA à se substituer à la Société les Argiles et Produits Céramiques Merlange (S.A.P.C. Merlange) pour poursuivre l'exploitation d'une partie d'une carrière à ciel ouvert d'argile, sables argileux et calcaires sur le territoire de la commune de Saint-Germain-Laval,

Vu l'arrêté préfectoral n° 92 DAE 2 M 022 du 17 avril 1992 modifiant l'arrêté préfectoral n° 75 CAR 050 du 25 septembre 1975,

Vu l'arrêté préfectoral n° 92 DAE 2 M 047 du 25 septembre 1992 autorisant la Société Vendrand à se substituer à la S.A.P.C. Merlange pour l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière d'argile à Saint-Germain-Laval,

Vu le courrier du 30 janvier 1995 de la Société Routière de l'Est Parisien (R.E.P.) déclarant le changement d'exploitant, dont Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne a pris acte par lettre du 6 février 1995,

Vu l'arrêté préfectoral n° 75 DAGR 2EC 122 du 20 mai 1975 autorisant la Société Vendrand à exploiter une décharge d'ordures ménagères à Saint-Germain-Laval,

Vu les arrêtés préfectoraux n° 90 DAE 2IC 039 du 28 février 1990 et 94 DAE 2 IC 087 du 29 mars 1994 imposant des prescriptions complémentaires à la Société Vendrand pour l'exploitation de la décharge de Saint-Germain-Laval,

Vu la lettre préfectorale du 25 janvier 1996 prenant acte du changement d'exploitant, la Société REP ayant repris l'exploitation de cette décharge à compter du 1^{er} janvier 1995,

Vu la lettre du 15 mai 1996 de la Société REP indiquant compter réaliser une partie des travaux de réaménagement final de la décharge à savoir :

- le reprofilage et la mise en forme des terrains, avec la mise en œuvre d'une couche d'environ 20 cm de terres issues du site,
- la mise en œuvre d'une épaisseur d'un mètre de matériaux ayant des caractéristiques conformes à celles imposées par l'arrêté préfectoral du 29 mars 1994,

Vu la lettre préfectorale du 2 mars 2000 rappelant à la société REP que les travaux de réaménagement final de cette décharge ne sont qu'en partie réalisés et demandant l'achèvement sous six mois de ces travaux , en application des dispositions de l'arrêté préfectoral du 29 mars 1994 susvisé,

.../...

Vu le dossier transmis par la Société REP le 22 juin 2000, relatif aux travaux de réaménagement de la décharge restant à réaliser et comprenant :

- une étude d'avril 2000 de l'organisme BURGEAP « Etude du réaménagement final du site pour la protection des eaux »,
- les résultats des analyses des eaux souterraines et des eaux de ruissellement réalisées en 1998, 1999 et 2000,

Vu le rapport n° E/2000.745 du 31 juillet 2000 du Directeur Régional de l'industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France à Paris,

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 20 septembre 2000,

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 00 DAI 240 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 mars 1994 relatives au réaménagement final de la décharge exploitée par la Société REP à Saint Germain-Laval,

Considérant que les conditions de réaménagement final de la décharge de Saint-Germain-Laval apportées par l'arrêté préfectoral susvisé, modifient les conditions de remise en état de la carrière,

Vu le dossier reçu le 3 Août 2000 par lequel la Société REP demande la prise en compte des modifications de remise en état de la carrière induites par les modifications des conditions de réaménagement final de la décharge de Saint-Germain-Laval,

Vu l'avis et les propositions du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France,

Vu l'avis de la Commission Départementale des carrières émis lors de sa réunion du 30 janvier 2001

Vu le projet d'arrêté préfectoral notifié le 2 février 2001 à l'exploitant,

Considérant que les conditions de remise en état de la carrière, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature et de l'environnement et la conservation des sites et des monuments,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE I

Les prescriptions relatives à la remise en état de la carrière autorisée initialement par Arrêté Préfectoral 75 CAR 050 du 25 septembre 1975 pour 30 ans et précisées par l'Arrêté Préfectoral 92 DAE 2M 022 du 17 novembre 1992 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Parcelle ZA176

- excavation des calcaires et des argiles en partie Nord-Ouest du site jusqu'à une profondeur minimale permettant de maintenir la cote du plan d'eau créée au-dessous du toit des argiles de l'Yprésien et ainsi intercepter la nappe des calcaires du Lutécien/Bartonien sur une largeur suffisante. L'excavation est laissée ensuite en l'état avec des talus sécurisés,
- mise en place d'un masque de terre argileuse d'épaisseur minimale 50 centimètres et de perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s au pied du talus le long du flanc Nord de la décharge,
- aménagement, à partir de l'excavation précitée, d'un plan d'eau unique en continuité avec le plan d'eau existant. La cote maximale du plan d'eau unique est située en permanence en dessous du niveau du toit des argiles de l'Yprésien de telle manière que les eaux ne puissent pénétrer dans la décharge,
- création ou reprofilage d'un fossé existant en limite Nord et Nord-Est du plan d'eau pour évacuer gravitairement les eaux de ruissellement venant des parcelles ZA 223 et ZA 317 à l'extérieur du site.

Pour toute la carrière, la remise en état sera conforme au plan du 31 juillet 2000 joint en annexe.

ARTICLE II Cessation définitive du suivi post-exploitation de la décharge

L'exploitant adresse au préfet, au moins 6 mois avant le 25 septembre 2005, le dossier prévu à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

ARTICLE 3 : Sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les articles L142.1, L142.2, L216.6, L216.13, L514.9, L514.10, L513.11, L514.12, L514.13, L514.14, L514.15, L514.18, L514.1, L514.2, L514.3, L541.46, L541.47 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 : information des tiers

Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée en mairie de Saint Germain Laval et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de Saint Germain Laval pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis relatif à cette autorisation sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 5 – Délais et voie de recours (Article L514.6 du Code de l'Environnement)

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif :

1/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié ;

2/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511.1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article VII-7 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- société Routière de l'Est Parisien (REP),
- Monsieur le Sous-Préfet de Provins,
- Monsieur le Maire de Saint-Germain-Laval
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France,
- Monsieur le Conservateur Régional de l'archéologie de la Région Ile de France,
- Monsieur le Directeur de France Télécom des lignes de Fontainebleau-Vulaines,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement d'Ile de France, Cachan,
- Monsieur l'Ingénieur en Chef de la Navigation de la Seine,
- Monsieur le Chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Paris,
- Monsieur le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Savigny le Temple,
- Chrono,

Fait à Melun, le 12 février 2001

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Signé : François-Xavier CECCALDI

POUR AMPLIATION
Pour le Préfet et par délégation
Le Chef de Bureau



Catherine BONNEAU